

Arménie



Le Premier ministre par intérim, **Nigol Pachinian**, a déclaré que l'Arménie était prête à normaliser ses relations avec la Turquie sans conditions préalables. Il a rappelé que la frontière n'est pas fermée du côté arménien.

Il a précisé que son gouvernement ne remettait nullement en cause la question de la reconnaissance internationale du génocide arménien.

(...)



Nigol Pachinian, a reçu les **coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE**, Igor Popov (Russie), Andrew Schofer (États-Unis), Stéphane Visconti (France) ainsi que le représentant personnel du président en exercice de l'OSCE, Andrzej Kasprzyk, avant leur

périple vers Stepanakert et Bakou.

Le président a souligné leur rôle en tant que format unique doté d'un mandat international pour le règlement du conflit du Haut-Karabakh. Il a souligné la nécessité de faire en sorte que toutes les parties en conflit s'engagent en faveur d'un règlement pacifique du conflit.

Les interlocuteurs ont abordé la dynamique du processus de paix du Haut-Karabakh à la lumière des derniers changements politiques survenus en Arménie.

Ils ont ensuite procédé à un échange de vues sur la réunion entre le Premier ministre arménien et le président azerbaïdjanais à Douchanbé, fin septembre. Nigol Pachinian a donné la priorité au maintien et à la mise en œuvre effective des accords conclus lors de la rencontre, susceptibles de créer un climat de confiance et de paix mutuelles.

(...)



Le Ministre arménien par intérim de la défense, **David Tonoyan**, a également reçu **les coprésidents du Groupe de Minsk**. Il les a informés sur la situation à la frontière arméno-azerbaïdjanaise et à la ligne de contact entre les forces armées azerbaïdjanaises et le

Haut-Karabakh.

Il a mis en avant l'accord de communication opérationnelle conclu entre le Premier ministre arménien et le président azerbaïdjanais à Douchanbé. Il a exprimé l'espoir que les pays coprésidents s'efforceront d'établir une communication similaire dans d'autres directions.

Soulignant que les forces armées arméniennes suivaient de près la situation et contrôlaient tous les mouvements, David Tonoyan a souligné que le respect total du régime de cessez-le-feu et la mise en œuvre de mécanismes de prévention des incidents et de réduction des risques revêtent une importance capitale dans la situation actuelle.

(...)



Le Ministre arménien par intérim des Affaires étrangères, **Zohrab Mnatsakanian**, a lui aussi rencontré les **coprésidents du groupe de Minsk**.

Les interlocuteurs ont procédé à un échange de vues sur le conflit du Haut-Karabakh et sur les visites des coprésidents dans la région après la formation d'un nouveau gouvernement en Arménie. Zohrab Mnatsakanian a salué la dynamique positive enregistrée jusqu'à présent.

Les interlocuteurs ont évoqué la réunion qui s'est tenue le mois dernier à Douchanbé entre les dirigeants arménien et azerbaïdjanais et les accords conclus. Le ministre a indiqué que leur application visait à créer et à promouvoir un climat de paix.

Il a insisté sur la nécessité de s'abstenir de tout discours guerrier et non constructif.

Les participants ont discuté des futures mesures à prendre dans le cadre de la coprésidence du groupe de Minsk. Zohrab Mnatsakanian a souligné que les prochaines étapes pourraient être évaluées de manière exhaustive une fois que les coprésidents auront achevé leur tournée.

(...)



Le président de l'Arménie, **Armen Sarkissian**, a rencontré le secrétaire général de l'OSCE, **Thomas Greminger**, en marge de la réunion du groupe restreint de la conférence de Munich sur la sécurité (MSC) qui s'est tenu en Biélorussie.

Ils ont procédé à un échange de vues sur les différentes orientations des activités

de l'OSCE.

(...)



«La partie arménienne espérait que la frontière avec la Turquie - la dernière frontière européenne fermée après le mur de Berlin - serait ouverte sans conditions préalables", a déclaré l'ambassadeur arménien en Russie, **Vartan Toghian**.

«La Turquie replace la question dans le contexte géopolitique et les accords signés entre l'Arménie et la Turquie en 2009, lesquels n'ont pas fait l'objet d'un débat au Parlement turc.

L'Arménie a rappelé sa signature. Mais la question est que la Turquie relie l'ouverture de la frontière au règlement du conflit du Karabakh et estime que la frontière ne pourra être ouverte que lorsque le conflit sera résolu. Nous pensons qu'il s'agit d'une politique de pression diplomatique. Ces problèmes ne peuvent pas être connectés, car cela modifiera l'architecture de la région.

()... C'est un sujet artificiellement prolongé que les diplomates turcs utilisent à leurs fins. J'espère qu'une fois que la Turquie aura compris que des relations de bon voisinage avec l'Arménie sont dans son intérêt, la situation se débloquera.

La balle est dans le camp de la Turquie. Ce sont eux qui ont fermé la frontière, pas nous. Nous pensons que la Turquie se tournera enfin vers l'Arménie avec un dialogue constructif», a-t-il ajouté.

«L'Arménie a toujours adhéré au principe du règlement politique du conflit du Karabakh. Elle a toujours aspiré au processus de paix. Les premiers contacts ont été établis après la formation du nouveau gouvernement arménien.

Il a eu deux réunions entre les ministres des Affaires étrangères arménien et azerbaïdjanais, ainsi que des contacts intensifs au niveau des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE.

De même, un contact a eu lieu entre les dirigeants des deux pays à Douchanbé, à la suite duquel une sorte de ligne de communication a été développée, un lien opérationnel pour prévenir les situations de force majeure sur la ligne de contact. Notre pays est confronté à un événement politique majeur - les élections législatives - et, en fait, dans un pays doté d'un modèle parlementaire constitutionnel, les élections jouent un rôle déterminant. Il est donc clair que tout projet économique et géopolitique, y compris le processus de négociation sur un sujet aussi important pour la région, comme un règlement du Karabakh, ne peut pas progresser avant les élections. Il est tout aussi clair que cela se produira après les élections.

()... Nigol Pachinian a à plusieurs reprises parlé de la volonté de tenir des pourparlers et de discuter de la question.

Mais nos voisins doivent aussi s'engager. La situation sur la ligne de contact - les bombardements permanents et l'assassinat de nos soldats - n'inspire malheureusement pas beaucoup d'optimisme. Cependant, nous sommes convaincus que le conflit pourra être résolu exclusivement par le biais d'un règlement politique et de négociations», a-t-il déclaré.

Interrogé sur le point de savoir si les violations du cessez-le-feu font l'objet d'une discussion via la nouvelle ligne de communication, l'ambassadeur a déclaré que cette ligne avait été récemment créée et qu'elle ne reliait pas directement les dirigeants.

«En fait, il s'agit d'une sorte de hotline, de ligne de communication entre les représentants des départements de la défense. Je peux affirmer qu'après avoir mis en service cette ligne suite à la réunion entre Pachinian et Aliiev, la situation

est plus ou moins calme. Cela a donc contribué d'une manière ou d'une autre à l'amélioration de la situation», a conclu l'ambassadeur.

Concernant le secrétaire général de l'OTSC, Yuri Khachaturov, Vartan Toghanian a précisé :

«Erevan a lancé le processus de retrait du G^{al} Yuri Khachaturov. C'est un processus normal compte tenu de la réglementation en vigueur au sein de l'OTSC en matière de retrait de hauts responsables.

C'est un non-événement. Par conséquent, nos priorités en matière de politique étrangère sont claires, visibles et aucun changement n'est prévu ici.

Les affaires pénales contre Khachaturov ont repris. Je pense que ce contexte n'a aucun rapport avec notre participation à cette organisation [CSTO]. Le général continue à diriger l'organisation. La question sera résolue au niveau des chefs d'Etats.»

«()... La question d'achat d'armes n'a pas été abordée lors de la réunion avec le conseiller américain à la Sécurité nationale, John Bolton,» a indiqué Vartan Toghanian,

"Au cours de l'entretien, Bolton a évoqué la possible levée des restrictions sur la vente d'armes par le Congrès américain. Nigol Pachinian, s'était seulement déclaré prêt à examiner une proposition avantageuse. Tout d'abord, il n'y a pas eu de proposition. Deuxièmement, il est nécessaire de prendre en compte le fait que le marché des armes est un marché régulier, mais il existe certaines réalités militaires et techniques. Nous travaillons très étroitement avec la Russie, nos forces armées, les officiers sont adaptés aux armes et à la maintenance du matériel russe, et nous avons des conditions appropriées.

L'Arménie a la possibilité d'acheter des armes aux prix nationaux: Il existe un accord sur le crédit à l'exportation. Au cours des dernières années, l'Arménie a bénéficié d'un prêt de 200 millions de dollars et une deuxième ligne a été ouverte pour 100 millions supplémentaires», a-t-il précisé.